

LA  NEWSLETTER  
DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS

---

n° 292, 20 décembre 2007, <http://www.jean-jaures.org>

**Extrait :**

## Géorgie : une campagne électorale mouvementée

Eveline Baumann\*

(Fondation Jean Jaurès, 19 décembre 2007)

Tbilissi, 12 décembre 2007. Après un silence forcé de plus d'un mois, la chaîne privée Imedi, connue pour son attitude critique par rapport à l'équipe au pouvoir, émet de nouveau. La première heure suivant la reprise de l'antenne est consacrée au récit des événements du 7 novembre 2007.

Que s'est-il passé autour de cette date qui aura marqué l'histoire de la Géorgie ? Depuis plusieurs semaines déjà, les habitants de Tbilissi avaient exprimé leur colère à l'égard du président Mikhaïl Saakachvili et de sa garde rapprochée<sup>1</sup>. Massivement, ils étaient descendus dans la rue, rejoints, petit à petit, par leurs compatriotes venus des autres villes et des villages, exaspérés, sans doute encore davantage que les habitants de la capitale, par le décalage entre leurs conditions de vie difficiles — près de la moitié des Géorgiens vivent en dessous du seuil de pauvreté — et les discours convenus des décideurs<sup>2</sup>. Discours diffusés à satiété par les médias publics, qu'ils s'adressent directement aux Géorgiens ou qu'ils soient prononcés par le président lors de ses nombreux déplacements à l'étranger, pour convaincre ses interlocuteurs — ceux de l'Union européenne et l'Alliance nord-atlantique notamment — que le régime géorgien respecte les « valeurs européennes », et mériterait le rapprochement avec les pays occidentaux.

Les observateurs des événements de début novembre sont unanimes : Il s'agit bien, tout d'abord, de rassemblements pacifiques, et ils auraient réuni jusqu'à 100 000 personnes. Par delà l'hétérogénéité des vues exprimées par les manifestants, un consensus se dessine : Il faut en finir avec le style autocratique de Misha, comme les Géorgiens appellent leur président, en finir aussi avec les atteintes aux droits de propriété et à la liberté de parole, en finir également avec l'absence de transparence dans les privatisations. Un régime parlementaire leur paraît la seule solution. Et conformément à ce que prévoit la constitution, ils réclament la tenue d'élections législatives en avril 2008. Exigence qui contredit le projet du président Saakachvili qui, lui, souhaite appeler les citoyens aux urnes en automne 2008 seulement, et regrouper les élections législatives et présidentielles.

Le 7 novembre, au bout de plusieurs journées de manifestations, les autorités, décidées à rétablir la circulation sur l'Avenue Rustaveli, les Champs Elysées de Tbilissi, dispersent la centaine de manifestants encore présents sur les marches du Parlement. Les forces de l'ordre, rejoints par des troupes anti-émeutes équipées de masques aux allures futuristes, agissent avec brutalité, allant jusqu'à l'utilisation de gaz toxiques, ainsi que d'armes aux ultrasons, armes rarement utilisées ailleurs dans le monde occidental, susceptibles de désorienter celui qui les entend<sup>3</sup>. La population, en état de choc, suit en direct les événements, sur Imedi notamment, cette chaîne qui est indirectement contrôlée par Badri Patarkatsishvili, oligarque

---

<sup>1</sup> Voir E. Baumann, « Silence, on joue ! Quand l'équipe géorgienne rencontre les Bleus... », *La Newsletter de la Fondation Jean Jaurès*, n° 282, 10 octobre 2007.

<sup>2</sup> <http://www.youtube.com/watch?v=wXpuSmj4Rbc> (Accès pour toutes les vidéos : 18.12.2007).

<sup>3</sup> Un témoignage un grand nombre de reportages vidéo. On peut notamment visionner : <http://www.youtube.com/watch?v=6ccV43Y39wE>.

expatrié à Londres et « l'homme à abattre » du pouvoir en place, car soutenant financièrement l'opposition. Le leitmotiv de son soutien est simple : « Une Géorgie sans Saakachvili est une Géorgie sans terreur. » On connaît la suite : Les forces de l'ordre pénètrent dans les locaux d'Imedi, le présentateur commente en direct les dernières minutes de la chaîne, on entend le vacarme qui annonce la destruction du matériel technique<sup>4</sup>. Ensuite, les lumières s'éteignent, le site internet, qui permettait aux internautes de suivre les événements au-delà des frontières nationales, n'est plus accessible. Le sort de Kavkasia, l'autre chaîne critique qui, contrairement à Imedi ne peut être captée que dans la capitale, sera réglé moins brutalement, mais avec le même résultat. Cette démonstration de force est suivie par la promulgation de l'état d'urgence.

Comment, dans ce contexte, sauver les apparences d'un pouvoir démocratique, apparences si chères au président ? Son image n'est pas seulement ternie aux yeux de la majorité d'une population qui se sent humiliée. Le protagoniste de la révolution des Roses est aussi en train de perdre son crédit auprès de la communauté internationale, dont notamment les États-Unis, pour qui la Géorgie est un « beacon of democracy », un pays phare en matière de démocratie, qualificatif qui a aussi valu à Mikhaïl Saakachvili, en 2005, la visite de son homologue américain. L'Union européenne, pour sa part, semble tout autant embarrassée.

Pour justifier l'état d'urgence — qui inclut, bien entendu, le contrôle de l'information —, la thèse d'une tentative de coup d'État est avancée. Le renversement du régime aurait été fomenté par l'extérieur, impliquant des « services spéciaux russes ». L'état d'urgence restera en vigueur pendant neuf jours. Soucieux de contrebalancer l'effet de cette mesure et de se poser en démocrate modèle, le président annonce des élections présidentielles avancées. Elles sont fixées pour le 5 janvier 2008, soit presque jour pour jour quatre ans après la victoire de Misha, et seront suivies, le cas échéant, d'un deuxième tour<sup>5</sup>. Alors que le président est décidé à briguer son deuxième mandat, l'opposition, elle, qui avait réclamé tout d'abord des élections législatives, se sent prise au piège. Elle craint qu'au cas où le président serait renouvelé dans ses fonctions, il ait, par la suite, toute latitude pour faire en sorte que le Parlement le suive et que les élections législatives lui soient également favorables.

Commence alors une course contre la montre pour tous ceux qui veulent en finir avec le régime autoritaire. Il s'agit de réunir, dans un délai d'une dizaine de jours, les 50 000 signatures nécessaires à l'enregistrement des candidatures, d'élaborer un programme électoral, de prendre les contacts nécessaires, en Géorgie même, mais aussi à l'étranger, pour asseoir la crédibilité des candidats. Les préparatifs sont étroitement surveillés, non seulement par les observateurs de l'OSCE mais aussi par un groupe de personnalités de la vie publique, réunies autour d'Adam Michnik, historien et politologue polonais. C'est aussi grâce à la pression exercée sur le pouvoir en place par tous ces observateurs que la chaîne Imedi sera de retour sur les ondes, retour tardif pour une campagne dont les enjeux sont particulièrement importants...

En fin de compte, sept candidats resteront en lice. Parmi eux, l'oligarque Badri Patarkatsishvili. Seul homme d'affaires géorgien osant soutenir l'opposition — alors que les autres craignent la répression des autorités publiques —, il bénéficie d'un certain crédit auprès de la population. La droite libérale, elle, est représentée par son leader David Gamkrelidze. Créateur de la première compagnie géorgienne d'assurance, il est réputé pour son honnêteté politique. Les neuf partis d'opposition, réunis sous la bannière du « Conseil national d'un

---

<sup>4</sup> <http://www.youtube.com/watch?v=tHxQZmMRysU>.

<sup>5</sup> Elles s'accompagneront d'un plébiscite permettant de fixer la date des élections législatives.

mouvement unifié », soutiennent Levan Gatchéhiladze, juriste de formation et co-fondateur d'une société vinicole. Candidat issu des mouvements du mois de novembre, il semble avoir la confiance d'un grand nombre d'électeurs pour son approche démocratique. Il s'engage, au cas où il sera élu, à introduire un régime parlementaire, à nommer Premier Ministre Salomé Zourabichvili, ancienne ministre géorgienne des Affaires étrangères, et à démissionner ensuite de son poste de président. C'est largement à cette Franco-Géorgienne que l'on doit le retrait des Russes des bases militaires qu'ils entretenaient encore en Géorgie. Salomé Zourabichvili serait susceptible de jouer un rôle clé dans le rapprochement avec l'OTAN et l'Union européenne.

Le jeu sera apparemment beaucoup plus facile pour le candidat Mikhaïl Saakachvili. Depuis qu'il a accédé au pouvoir, il a à son actif un certain nombre de réalisations que même les critiques les plus virulents ne sauraient contester. Il jouit d'un charisme incontestable et bénéficie, tout compte fait, d'un certain respect auprès de la communauté internationale, pour avoir réussi à rompre avec certaines habitudes du régime de son prédécesseur Chevardnadze et pour avoir définitivement tourné la page du soviétisme. Et surtout, de manière implicite, Mikhaïl Saakachvili a pu entrer en campagne bien avant les autres candidats, non seulement en recourant à ses nombreuses relations « utiles » au sein du pays et à l'étranger, mais aussi en profitant de son accès direct aux deniers publics. Avant de démissionner de son poste, comme le prévoit la constitution pour tout candidat à une élection, Mikhaïl Saakachvili s'est empressé de nommer un nouveau gouvernement et d'annoncer une politique qui fait une large part aux « mesures sociales » : amnistie pour les prisonniers, gel des conflits liés à l'immobilier, transfert de biens immobiliers publics aux populations déplacées, bons pour les combustibles, augmentations immédiates des pensions, ainsi que des salaires des enseignants et des chercheurs, etc.<sup>6</sup>. Un grand nombre de ces mesures, non prévues par le budget 2007, coûteront cher à l'État et risquent d'accélérer l'inflation qui commence à préoccuper les économistes du pays. De même, on reproche à ceux qui entourent le président d'intimider les populations, notamment dans les zones rurales. Autant d'entorses au jeu démocratique que les observateurs des élections constateront et consigneront dans leurs rapports...

Le candidat qui sortira vainqueur des élections présidentielles de janvier 2008 aura à relever des défis sans précédent. Les Géorgiens sont nombreux à souhaiter de se rapprocher de l'Union européenne et de l'OTAN ; il n'y a pas de doute à ce propos. Ce rapprochement suppose, implicitement, sur le plan politique et idéologique, la poursuite des orientations économiques néo-libérales, le respect des valeurs démocratiques et la résolution des conflits internes. Or, l'économie de marché produit des inégalités en Géorgie, comme ailleurs dans le monde, en dépit d'une croissance économique impressionnante, et ces inégalités sont politiquement explosives. Alors, pour faire oublier les méfaits de l'option néo-libérale, la tentation risque d'être grande, pour les milieux politiques, d'en appeler à la fibre nationale de leurs compatriotes, comme le fit Mikhaïl Saakachvili au lendemain de la révolution des Roses, lorsqu'il récupéra l'Adjarie. Cette fois-ci, les dirigeants pourraient être tentés de « s'occuper » de deux autres conflits, pour le moment gelés, ceux liés à l'Abkhazie et à l'Ossétie du Sud. Deux régions où Moscou mène, avec « succès », un processus de russification et où l'on craint particulièrement les bruits de botte venant de Tbilissi. La démonstration de force du 7 novembre menée par les troupes de Mikhaïl Saakachvili ne serait-elle pas un signal dans ce sens ? Hypothèse qui devra amener les observateurs de la campagne électorale en cours à être particulièrement vigilants quant au respect des règles du jeu. Car, si jamais les entorses à ces règles dépassaient un certain seuil, la Géorgie risquerait

---

<sup>6</sup> Voir Transparency International, *TI Georgia Announces Preliminary Results of Monitoring of Misuses of Administrative Resources During Pre-election Campaign*, Tbilisi, 5 décembre 2007.

de se marginaliser sur le plan international, son opposition pourrait se voir écartée et, de ce fait, être tentée par la radicalisation, ouvrant les portes à la spirale de la violence. Autant d'éléments à prendre en compte pour la quadrature du cercle géorgien.

\* **Eveline Baumann** est chercheuse socio-économiste.

**Pour en savoir plus :**

<http://imedinews.ge/en> (chaîne TV géorgienne)  
<http://www.rustavi2.com/> (chaîne TV géorgienne)  
<http://www.russiatoday.ru/> (chaîne TV russe)  
<http://www.messenger.com.ge/> (quotidien géorgien)  
<http://www.georgiatoday.ge/> (hebdomadaire géorgien)  
<http://www.caucaz.com/> (hebdomadaire proche de l'UE, basé à Tbilissi)  
<http://www.civil.ge/> (ONG Civil Georgia)  
<http://www.transparency.ge/> (Transparency International Georgia)